

ARRETE MUNICIPAL  
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC  
ALLEE JEAN JAURES - ENTREPRISE SNTPP

Direction de l'espace public  
OK/OW/AS/GG/FB  
Arrêté n° R 2024.94

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles, L 2122-28, L.2212-2 et L 2213-1 à 6,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L2125-1 et suivants,

Vu le code de la route, notamment l'article L411-1, et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants,

Vu le règlement de voirie de la Ville, approuvé par la délibération n°2018.10.228 du 16 octobre 2018,

Vu la délibération municipale n°2018 06 188 en date du 20 juin 2018 fixant les tarifs des redevances d'occupation du domaine public,

Vu la délibération municipale n° 2020.07.183 du 2 juillet 2020 portant actualisation des droits de voirie,

Vu l'extrait KBIS de M. Kaszuba Frédéric, domicilié 16B rue Jean Mermoz 94170 Le Perreux-sur-Marne, Président de l'entreprise SNTPP (Société Nouvelle de Travaux Publics et Particuliers), n° 572 075 109 R.C.S. Créteil, sis 02 rue de la Corneille 94120 Fontenay-sous-Bois,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de réglementer et d'autoriser l'occupation sur le domaine public afin de préserver notamment la commodité de la circulation piétonne et la sécurité publique,

Considérant la demande présentée par M. Aimane Etaïbi conducteur de travaux de l'entreprise SNTPP du 21 décembre 2023, afin d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire de voirie pour la création d'une emprise chantier sur l'allée Jean Jaurès (parking parcelle n°AM10) 93390 Clichy-sous-Bois,

Considérant la demande de l'entreprise SNTPP, 6-10 rue de l'industrie 93000 Bobigny, pour une période de 120 jours à compter du 08 janvier 2024 jusqu'au 08 mai 2024,

Considérant l'instruction favorable du dossier,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation d'installation, qui fait l'objet de la pétition ci-dessus visée, est accordée à titre temporaire, précaire et révocable, dans les conditions énoncées ci-après :

1°) Le présent arrêté ne vaut que pour l'utilisation du domaine public et ne se substitue pas aux déclarations de travaux ou à l'obtention du permis de construire.

2°) L'installation de la clôture aura les dimensions maximales suivantes :  
- Longueur autorisée: 38,00 mètres linéaires ;  
- Largeur autorisée : 8,50 mètres linéaires

3°) L'installation devra être maintenue en bon état par le permissionnaire, pendant toute la durée des travaux.

Article 2 : Sécurité et signalisation

1°) Le bénéficiaire devra signaler son occupation conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son I-8ème partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

2°) Le libre accès aux ouvrages publics des divers services ou concessionnaires, situés sur ou sous le trottoir, dans l'emprise de la clôture ou des barrières, devra être assuré en permanence.

3°) La ou les clôture(s) ou la ou les barrière(s) devra (ont) être éclairée(s) la nuit, pendant toute la durée de leur maintien sur le domaine public.

4°) Elle(s) sera (ont) constituée(s) par des éléments (bois, métal) jointifs de 2,00 mètres de hauteur, posée (s) en limite du périmètre autorisé.

5°) Dans le cas où l'installation de la clôture nécessiterait une modification de la circulation, la signalisation horizontale provisoire (bandes axiales, passages piétons, etc....) devra être réalisée à l'aide de bandes thermo collées. En fin de travaux, le domaine public sera remis en son état initial et la signalisation temporaire devra être entièrement supprimée.

6°) La signalisation réglementaire sera installée sur place par l'entreprise chargée des travaux,

7°) L'affichage ou toutes formes de publicité seront interdits sur la clôture ou les barrières, sans autorisation de l'administration.

8°) Le dépôt devra impérativement ne pas entraver le libre écoulement des eaux dans le caniveau.

Article 3 Condition (s) d'installation (s)

1°) Un passage d'une largeur de 1,40 mètre linéaire minimum sera maintenu sur le trottoir face au travaux, pour la circulation des piétons qui devra être assurée de jour comme de nuit, et en toute sécurité.

2°) Le permissionnaire aménagera un trottoir provisoire, sous forme de platelage, de façon à ce qu'un passage de 1,40 mètre minimum en dehors de l'emprise d'occupation, soit réservé pour permettre, de jour comme de nuit, la circulation des piétons en toute sécurité.

3°) La circulation des piétons devra se faire, de jour comme de nuit, sur le trottoir opposé et en toute sécurité.

Article 4 : Implantation de l'occupation/ouverture de chantier et récolement

1°) Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 8 jours avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation.

2°) Toute réduction de surface et/ou de durée de l'occupation du domaine public, ou la non-occupation du domaine public, devra être signalée impérativement pendant la période définie par le présent arrêté, faute de quoi, les droits de voirie seront exigibles conformément à la demande initiale.

3°) Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

Article 5 : Redevance

La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément

aux dispositions décidées par Délibération du Conseil Municipal n°2018 06 188 du 20 juin 2018,

Son montant est de 15 547.80 euros, détaillé ci-après:

R = Prix au m<sup>2</sup> x surface occupée x durée d'occupation:

- Prix au m<sup>2</sup> : 0.50 euros/j

Le tarif de base pour l'occupation d'un mètre carré du domaine public, conformément à la délibération du Conseil Municipal

Surface occupée : 259.13 m<sup>2</sup>;

- Durée de l'occupation du domaine public : 120 jours.

Article 6 : L'échéancier de la redevance à régler est défini comme suit :

08 février 2024 : 3886.95 €

08 mars 2024 : 3886.95 €

08 avril 2024 : 3886.95 €

08 mai 2024 : 3886.95 €

Article 7 : Dit que la recette sera encaissée au budget principal :

| Objet de la recette       | Redevance pour une autorisation d'occupation temporaire du domaine public |
|---------------------------|---|
| Montant                   | 15 547.80 €   |
| Prévisionnel ou définitif | Définitif   |
| Imputation nature         | 70323   |
| Imputation fonction       | 845   |
| Paiement étalé ou unique  | Etalé   |
| Engagement comptable      | EP24-00001  |

Article 8 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Autres formalité administratives

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants et L.421-4 et suivants.

Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

Article 10 : Validité et renouvellement de l'arrêté, remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 10 mois à compter du 01 mars 2021 et ce jusqu'au 31 décembre 2021.

Le permissionnaire devra, au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation qui lui a été accordée, solliciter son renouvellement. Le renouvellement de la permission de voirie ne peut se faire que sur demande expresse du pétitionnaire.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 11 : A tout moment, l'interlocuteur Monsieur Aimane Etaibi, conducteur de travaux de l'entreprise SNTPP, pourra être contacté au 07 83 93 59 71.

Article 12 : Un exemplaire de cet arrêté d'autorisation d'occupation du domaine public pour une durée de 120 jours, sera relié au registre des arrêtés municipaux.

Article 13 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Clichy-sous-Bois,
- Monsieur le Commissaire de Police de Clichy/Montfermeil,
- Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Clichy-sous-Bois,
- La Direction de la Prévention, Sécurité et Tranquillité Publiques de Clichy-sous-Bois,
- L'E.P.T. Grand Paris Grand Est, 11 Boulevard du Mont d'est 93160 Noisy-le-Grand,
- L'entreprise Veolia OTUS, 40 rue de la Fosse Guérin 95200 Sarcelles,
- L'entreprise SNTPP, 6-10 rue de l'industrie 93000 Bobigny,
- Grand Paris Aménagement, parc du Pont de Flandre - bâtiment 033 - 11 rue de Cambrai CS 10052 - 75945 Paris cedex 19.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clichy-sous-Bois, le 03 janvier 2024.

Le Maire soussigné certifie  
le caractère exécutoire  
du présent acte reçu  
à la Préfecture le

10 JAN. 2024

Affiché - Notifié le

10 JAN. 2024

Le fonctionnaire délégué,

Aurélie LAPIERRE

Le Maire,  
Ancien Ministre



Olivier KLEIN

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois.